

Quand la France contribue au désastre nucléaire japonais

In fine, la question n'est-elle pas si, mais quand il y aura un accident majeur en Europe ?

Oui, il y en aura. Il faut imaginer qu'un accident de type Fukushima puisse survenir en Europe¹.

Au Japon, le 11 mars 2011, un puissant séisme de magnitude 9 a entraîné un violent tsunami qui a déclenché la catastrophe à la centrale de Fukushima Daiichi. Dès le 13 mars 2011, la fusion au moins partielle des cœurs des réacteurs 1, 2 et 3 était connue : il n'y avait plus à ce moment-là aucun doute sur l'étendue de la catastrophe².

Une solidarité française bien intéressée

Tout en organisant discrètement le rapatriement de ses ressortissants, la France tenait à manifester sa compassion et sa solidarité à toutes les victimes. Sans attendre, elle proposait son aide et son expertise en matière nucléaire à TEPCO, propriétaire de la centrale endommagée, à travers ses entreprises Areva, EDF, le CEA...

« Areva a affrété un premier avion-cargo vendredi 18 mars, transportant à son bord 100 tonnes d'acide borique et du matériel de protection : 10 000 combinaisons, 20 000 paires de gants, 3 000 masques, une centaine d'appareils d'aide respiratoire. Un deuxième avion a décollé lundi 21 mars, à l'initiative d'Areva, d'EDF et du Quai d'Orsay, avec à son bord des couvertures, des bouteilles d'eau, des soupes, des médicaments³... »

Que les deux pays les plus nucléarisés au monde s'entraident en cas de problème, quoi de plus naturel ?

Mais l'altruisme n'a pas grand-chose à voir dans l'affaire...

Au moment de la catastrophe, en effet, **le Japon est tout simplement un partenaire clé de l'industrie nucléaire française**. Il représente 7 % de l'activité d'Areva, soit 650 millions d'euros, plus 4,5 % du carnet de commandes du groupe français leader mondial du secteur. D'une manière générale, les prestations assurées par Areva au Japon s'observent à tous les échelons du « modèle intégré » défendu par l'industriel français. En amont, celui-ci fabrique du combustible nucléaire dans l'usine de Tokai. Il est également étroitement associé à l'aval du cycle nucléaire et aux opérations de retraitement des combustibles usés du Japon : associé à JNFL (Japan Nuclear Fuel Limited), il a procédé à un transfert de technologie dans le cadre de la construction de l'usine de Rokkasho-Mura, dont les ultimes tests de mise en service se déroulent actuellement⁴.

Le MOX, une spécialité française d'une extrême dangerosité

Le MOX est un produit dans lequel l'industrie nucléaire française est en position de quasi-monopole : plus de 90% de ses ventes sur le marché mondial sont le fait d'Areva. Fait d'un mélange d'oxyde d'uranium et d'oxyde de plutonium, le MOX a été conçu pour pouvoir économiser du minerai d'uranium. Elaboré à Marcoule (Gard), il devait assurer la fortune d'Areva.

Petit problème : il contient du plutonium, et le plutonium est la matière radioactive la plus dangereuse pour les êtres vivants qui ait jamais été produite par l'homme.

Le plutonium n'existe pas à l'état naturel, c'est un sous-produit inévitable de la production d'électricité nucléaire (une partie de l'uranium 238 se transforme en plutonium dans le réacteur). Pour qu'il devienne « utilisable », il doit préalablement subir quelques traitements : être d'abord séparé d'autres matériaux (usine de la Hague), puis mélangé sous forme d'oxyde à de l'oxyde d'uranium « appauvri ». Les déchets que cela engendre sont d'une grande dangerosité.

De surcroît, les propriétés physiques du MOX affectent les performances thermiques et mécaniques des assemblages combustibles au sein des réacteurs. En particulier, le MOX entre en fusion beaucoup plus rapidement que l'uranium enrichi, car son point de fusion est plus faible.

Enfin, la présence de plutonium dans le MOX impose des précautions supplémentaires en termes de sécurité nucléaire en raison des risques de prolifération.

Une dizaine de compagnies électriques japonaises gérant des centrales atomiques avaient des projets d'utilisation de MOX, devant débiter à partir de mars 2011 pour la plupart. La compagnie française Areva a signé des contrats avec 8 électriciens japonais : avec TEPCO en 1995, avec Chubu, Kyushi et Shikoku en 2006, avec Kansai en 2008, avec EPDC et Chugoku en 2009, avec Hokkaido en 2010.

En décembre 2009, Kyushu Electric Power Company a introduit du combustible MOX (fourni par Areva) dans la troisième tranche de la centrale nucléaire de Genkai. En 2010, les électriciens Shikoku, Kansai et TEPCO ont chargé certains de leurs réacteurs en MOX.

L'exploitant japonais TEPCO a utilisé, à partir de février 2011, du combustible MOX (fourni par Areva) dans le troisième réacteur de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi, utilisation qui a duré fort peu de temps en raison des accidents nucléaires entraînés par le tsunami du 11 mars 2011 et les pannes consécutives sur les systèmes de refroidissement de la centrale⁵.

Le MOX contribue puissamment à l'étendue de la catastrophe. Il y a actuellement (2016) à Fukushima des indices de **reprise de réactions nucléaires** favorisées par la présence de plutonium dans le corium⁶.

Les pressions françaises

Pour l'Etat et le lobby nucléaire français, il fallait tout faire pour éviter que les Japonais renoncent définitivement à l'énergie nucléaire. N'oublions pas que l'Etat français contrôle directement ou indirectement 86,52 % du capital d'Areva, ce fleuron de l'industrie française, et 84,9 % du capital d'EDF.

C'est la raison pour laquelle le président de la République Nicolas Sarkozy s'est rendu au Japon. Le 31 mars 2011, il déclarait : « *Le problème est un problème de norme de sûreté plus que de choix de l'énergie nucléaire, pour laquelle il n'y a pas d'alternative à l'heure actuelle* »⁷.

Depuis, l'aide apportée par les industries françaises s'est intensifiée. Le 11 juillet 2011, Areva publie un communiqué de presse triomphant :

« Après la catastrophe nucléaire de Fukushima, Areva et Veolia interviennent sur le traitement des eaux contaminées avec succès » : « Le système de décontamination codéveloppé par Areva et Veolia Eau pour la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi vient de franchir le cap des 18 000 tonnes d'eaux hautement radioactives traitées à ce jour, soit 15 % du volume accumulé.

« Installé sur le site de Fukushima, gravement endommagé à la suite du séisme et du tsunami qui ont frappé le nord-est du Japon au mois de mars, le système a été conçu, construit et lancé en un temps record (2 mois). Il constitue un élément essentiel pour stabiliser la situation des centrales nucléaires. Il améliorera l'accès des travailleurs aux parties stratégiques du site et permettra à TEPCO de réutiliser les eaux traitées pour refroidir les réacteurs.

« Au total, plus de 200 experts Areva et 60 experts Veolia venant de France, d'Allemagne, des États-Unis, du Japon et de Suède ont été mobilisés sur ce projet. »

Pourtant, le 25 mars 2015 on apprend, selon un audit officiel du gouvernement japonais, que plus du tiers des fonds publics alloués à la décontamination de la centrale de Fukushima après la catastrophe de 2011 aurait été dépensé en vain.

« Parmi les ratages les plus coûteux figure une machine d'un coût de 32 milliards de yens (270 millions de dollars) construite par le géant nucléaire français Areva pour retirer le césium radioactif de l'eau fuyant des trois réacteurs endommagés. Cette machine à problèmes n'a duré que trois mois et n'a traité que 77 000 tonnes d'eau au total, une fraction infime du volume d'eau fuyant de la centrale chaque jour (estimé à 300 000 tonnes au total). Elle a été remplacée depuis par des machines japonaises et américaines.

Inutile de rappeler que malgré une dépense totale de 1,6 milliard de dollars à ce jour, l'eau et le site de Fukushima ne sont toujours pas décontaminés⁸ »

Sarkozy-Hollande, même combat pronucléaire

Le changement de président et les nouvelles plus qu'alarmantes en provenance de la centrale de Fukushima ont été, à première vue, sans effet sur la politique de la France.

Le groupe nucléaire français Areva a conclu vendredi 7 juin 2013 deux accords au Japon à l'occasion de la visite du président de la République François Hollande, « *qui vont lui permettre de renforcer ses liens avec l'Archipel dans le recyclage de combustibles et le démantèlement des centrales* »⁹.

Pire : pendant que le président Hollande séjournait au Japon, deux bateaux partis du port de Cherbourg le 17 avril 2013 étaient en route pour y livrer du MOX. Alors que l'étendue du désastre nucléaire dépassait tout ce que l'on avait pu imaginer, Areva avait insisté pour qu'à la centrale nucléaire de Takahama on prenne livraison de ce combustible.

« La compagnie régionale d'électricité japonaise Kansai Electric Power (KEPCO) a précisé dans un communiqué, le 21 mars, que *"l'envoi de combustible se faisait à la demande de la France, qui cherche à mettre fin à son stockage prolongé"*, mais que son *"utilisation restait encore incertaine"*. »¹⁰

Ce cinquième transport de MOX vers le Japon arrive à destination le 27 juin 2013. Areva publie un communiqué de presse satisfait¹¹.

Début octobre 2015, le premier ministre Manuel Valls promeut le nucléaire français au Japon.

« C'est à 10 000 kilomètres de Paris, en l'occurrence à Tokyo, que s'est discuté ces deux derniers jours l'avenir du nucléaire français. Jean-Bernard Lévy, le PDG d'EDF, et Philippe Varin, le président d'Areva, étaient en effet, avec le ministre de l'Économie Emmanuel Macron, du voyage du Premier ministre Manuel Valls au Japon. Objectif : conforter la relation d'affaires de la filière nucléaire française au pays du Soleil-Levant, avec lequel l'activité pourrait reprendre avec le redémarrage enclenché cet été de certaines centrales. Les patrons d'Areva et EDF seront en visite à Fukushima ce mardi. Deuxième objectif : faire une place au partenaire japonais dans la restructuration de la filière française. En particulier, Manuel Valls s'est dit ouvert à l'entrée de Mitsubishi Heavy Industries (MHI) au capital d'Areva NP, la société de conception et de fabrication de réacteurs dont EDF va prendre le contrôle, au terme du plan de sauvetage d'Areva en cours de discussion. MHI est le partenaire d'Areva pour la fabrication du réacteur de 1 000 MW Atmea¹². »

Du MOX pour la paix ou pour la guerre ?

Areva s'est targué de contribuer à la sécurité du monde avec le programme « MOX pour la paix ». Ce programme consiste à utiliser, pour la production de MOX, le plutonium militaire à la place du plutonium civil dans le mélange d'oxyde d'uranium et d'oxyde de plutonium destiné au MOX. Est-ce la guerre contre tous qui s'est installée ?

Collectif contre l'ordre atomique
contre-lordre-atomique@riseup.net

¹ Question de Caroline Schaub, réponse du président de l'Autorité de sûreté nucléaire, Pierre-Franck Chevet, Libération, 3 mars 2016.

² Sylvestre Huet, *Le dernier hoax sur Fukushima et ses cœurs en fusion*, blog [{SCIENCES²}](#) Libération, 26 avril 2012 . Le titre est trompeur puisque pour ce « journaliste » le hoax c'est que les journalistes n'auraient pas dit que les cœurs étaient en fusion.

³ Mathilde Gérard *Quel rôle pour Areva dans le sauvetage de Fukushima ?* Le Monde.fr | 29.03.2011 Mis à jour le 06.04.2011. http://www.lemonde.fr/japon/article/2011/03/29/quel-role-pour-areva-dans-le-sauvetage-de-fukushima_1499485_1492975.html#gJ2iMM9tfil4scSs.99

⁴ Frédéric De Monicault, *Le Japon, un marché clé pour l'industrie nucléaire française*, Le Figaro, publié le 17/03/2011. Actuellement désigne cette période de 2011 mais l'usine de l'usine japonaise de Rokkasho-Mura, construite sur le modèle de La Hague avec Areva, sera opérationnelle au mieux en 2016 (dépêche Reuters lundi 4 mai 2015).

⁵ *Rapport d'information sur la sûreté nucléaire et la radioprotection de Melox*, AREVA, Édition 2013. Consulter aussi Wikipédia ici http://www.wikiwand.com/fr/Combustible_MOX

⁶ Pierre Fetet, *Fission à Fukushima ? Le blog de Fukushima*, <http://www.fukushima-blog.com/,24 janvier 2016>

⁷ *Point de presse conjoint de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et Naoto Kan, Premier ministre du Japon, sur le soutien de la France au Japon après le séisme du 11 mars 2011 et sur la sûreté nucléaire, à Tokyo le 31 mars 2011.* [Discours publics](#), [Les discours dans l'actualité](#).

⁸ Olivier Petitjean, *Décontamination de Fukushima : un audit dénonce des millions de dollars gâchés, notamment au profit d'Areva*, Observatoire des multinationales, 25 mars 2015, source Associated Press. <http://multinationales.org/Decontamination-de-Fukushima-un-audit-denonce-des-millions-de-dollars-gaches>

⁹ Pierre COCHEZ (Avec AFP) *Des contrats nucléaires signés par la France au Japon*, La Croix, le 07/06/2013.

<http://www.la-croix.com/Actualite/Economie-Entreprises/Economie/Des-contrats-nucleaires-signes-par-la-France-au-Japon-2013-06-07-970261>

¹⁰ Audrey Garric, *Départ imminent de plutonium de Cherbourg pour le Japon*, Le Monde.fr | 15.04.2013, mis à jour le 17.04.2013

http://www.lemonde.fr/planete/article/2013/04/15/depart-imminent-et-controverse-de-plutonium-de-la-hague-pour-le-japon_3159919_3244.html#Fy7SlsWB52yEB38J.99

¹¹ <http://www.areva.com/FR/actualites-9874/arrivee-du-transport-de-mox-de-france-vers-le-japon.html>

¹² [Bertille Bayart](#), *Valls promeut le nucléaire français au Japon*, Le Figaro, 06/10/2015. <http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2015/10/05/20002-20151005ARTFIG00330-valls-promeut-le-nucleaire-francais-au-japon.php>